

LE CAHIER EUROPE DE LIBERATION DU VENDREDI

Libération



Laurent Zamboni Hanssens

ENQUETE SUR LES RESEaux DE LA CELLULE AFRICAINE DE L'ELYSEE

FRANCE-AFRIQUE : AU NOM DU FILS

Jean-Christophe Mitterrand, le fils du chef de l'Etat, occupe depuis 1986 le poste de

conseiller chargé des Affaires africaines. Au cœur du dispositif de relations entre la France et ses anciennes colonies qui, sous la V^e République, a toujours relevé du « domaine réservé ». Il a tissé là, à partir de relations personnelles, des filières entre Paris et les capitales africaines où s'entrecroisent, parfois de façon risquée, la politique et les affaires. Lire page 14.



Russel Boyer - Reuters

LES MYSTERES DE BRUXELLES

Bruxelles l'europeenne rêve d'un destin de grande métropole mais a des soubresauts bien noirs : tueurs fous, magistrats et hommes politiques corrompus... Lire notre cahier central.

PONTS D'OR POUR LA HAGUE

La Cogéma bétonne les contrats de ses clients allemands pour garantir l'activité de La Hague, qui traite les déchets nucléaires. « Libération » s'est procuré le document. Lire page 8.

L'énigme des tableaux volés

Après les vols de trois toiles, dont un Renoir au Louvre, dans des musées parisiens, les pouvoirs publics s'interrogent sur les moyens de renforcer les systèmes de sécurité et cinq petits musées ont fermé leurs portes. Lire page 29.

POUR L'OTAN, LA GUERRE FROIDE N'AURA PLUS LIEU

En invitant Mikhaïl Gorbatchev à participer à leur prochain sommet, les seize chefs d'Etat et de gouvernement de l'Otan veulent rassurer Moscou et permettre l'intégration de l'Allemagne unie à l'Alliance atlantique. Lire page 2.

LA TRADITIONNELLE « GESTION PARALLELE »

LES RESEAUX AFRICAINS DE

Avoir pour père un président de la République n'est pas toujours facile. Surtout quand, par goût ou nécessité, on demeure professionnellement dans son ombre ou son sillage. Jean-Christophe Mitterrand, ancien journaliste, s'est trouvé exposé plus que d'autres encore, en accédant au titre de conseiller élyséen dans un domaine « réservé » entre tous : les affaires africaines. Coulé par la force des choses (et des habitudes) dans ce mode de gestion « relationnel », extra-diplomatique, qui caractérise, depuis trente ans, l'attitude de l'exécutif français à l'égard des anciennes « colonies », Jean-Christophe Mitterrand s'est constitué à son tour un réseau personnel d'intermédiaires. Aux confins des affaires et de la politique il est parfois risqué de mêler amitié et confiance. C'est ce que nous publions, en procédant à un inventaire des « affaires » (Mistral, Comores), des sociétés (Adefi, Sucden), où l'on voit évoluer ces personnages qui constituent les « filières » du fils du Président.

« Peut-être pouvait-on parler de réseaux du temps de Foccart », dit Jean-Christophe Mitterrand. « Mais moi, je ne travaille qu'avec de bonnes connaissances. »

L'Afrique est au bout du réseau. Hommes d'affaires ou d'influence jouent, depuis toujours, un rôle non négligeable dans les relations franco-africaines. « Il n'y a pas vraiment d'Etat en Afrique. Tout y est affaire d'homme à homme », explique le député socialiste Jeanny Lorgeoux (voir ci-contre). Très actif sur le continent noir, il fait partie des « réseaux » de Jean-Christophe Mitterrand, le fils du président et conseiller à l'Elysée pour les affaires africaines... qui ré-écuse ce terme.

« Peut-être pouvait-on parler de réseaux du temps de Foccart », dit-il. « Mais moi, je ne travaille qu'avec de bonnes connaissances. » Parmi celles-ci figurent non seulement des « amis de longue date », comme Jeanny Lorgeoux et Jean-Pierre Fleury (voir ci-contre), mais aussi un homme d'influence de la mouvance chiraquienne, Jean-Yves Ollivier. Les premiers sont devenus des passages obligés dans le commerce et la communication entre la France et l'Afrique. Quant à Jean-Yves Ollivier, il a joué un rôle-clé dans le récent rapprochement avec l'Afrique du Sud et la gestion de la crise comorienne.

Depuis trente ans les relations se nouent de palais à palais. Au moment de l'accession à l'indépendance des colonies africaines, Jacques Foccart, le légendaire « Monsieur Afrique » du général De Gaulle, a instauré une gestion directe, au jour le jour, depuis l'Elysée. Rehaussant le rang de la France dans le monde, les anciennes colonies d'Afrique constituent, à l'intérieur même du « domaine réservé » du chef de l'Etat, une chasse gardée personnelle.

« Le Togo ne saurait être traité comme l'Autriche. » La formule, à double détente, est de l'ancien chef de la diplomatie gaullo-pompidolienne, Michel Jobert. Non seulement les anciennes colonies d'Afrique ont-elles droit à une présence politique que leur confère l'accès direct à l'Elysée. Mais leurs relations avec la France échappent, aussi dans la forme, à l'orthodoxie diplomatique. Le « relationnel » reste, aujourd'hui comme hier, le mode de fonctionnement privilégié de la « famille » franco-africaine. Jean-Christophe Mitterrand perpétue ce mode très particulier de « gestion » des affaires africaines, notamment par le canal d'amitiés personnelles qui évoluent dans cette zone incertaine où se côtoient affaires et politique.

Adefi-International

Fleuron du holding Sagai de Jean-Pierre Fleury, Adefi-International, société de communication et de relations publiques a été créée en mars 1985. Sa spécialité : l'Afrique noire francophone. Ses clients : le Togo (dès 1983, ce contrat est d'abord sous-traité à Nicole Bonamy, l'ancienne attachée de presse de Bernard Tapie), le Cameroun (1985, en évinçant Claudé Marty), le Congo (1988), la Côte d'Ivoire (1989). Le Gabon est sur le point de signer à son tour. Les prestations d'Adefi-International

sont multiples : une revue de presse envoyée, tous les matins, par téléfax aux présidences africaines ; une lettre mensuelle d'informations gracieusement distribuée dans les salles de rédaction et auprès des entreprises spécialisées sur le continent africain ; la rédaction de discours politiques sur commande (ceux du président camerounais Paul Biya sont souvent rédigés par l'ancienne hôtesse de l'air Malika Lazraq, l'épouse de Jean-Pierre Fleury) ; l'organisation de voyages pour des journalistes invités à des moments judicieusement choisis dans la vie politique du pays et de son président. Tous frais payés, des interviews « en exclusivité » sont recueillies par des « envoyés spéciaux ».

A Paris, Adefi-International sert de relais polyvalent aux présidents africains : l'inscription de leurs enfants dans des écoles privées françaises est prise en charge, tout comme l'acquisition de biens immobiliers. Actuellement, Jean-Pierre Fleury est à la recherche d'un hôtel particulier pour le chef de l'Etat camerounais, Paul Biya. Depuis mai dernier, par les soins techniques d'une autre société du holding, Dolce Vita, spécialisée dans la communication d'entreprises, la surveillance d'opposants à Paris s'est ajoutée aux prestations fournies. Deux vidéocassettes — l'une de la manifestation d'opposants congolais (le 4 mai, de la place Victor Hugo à l'ambassade, rue Paul Valéry), l'autre de celle d'opposants camerounais (le 5 mai, de la place d'Auteuil à l'ambassade, rue d'Auteuil) — ont été envoyées aux « services compétents » à Brazzaville et Yaoundé.

« Oui, c'est vrai », confirme Jean-Pierre Fleury. « On me demande un service, je le rends. » A la question de savoir s'il ne risque pas de fournir des renseignements policiers, susceptibles d'être exploités comme tels dans les présidences africaines, le patron d'Adefi répond : « Honnêtement, je ne le sais pas. De toute façon, ils sont connus, ces gens-là. » Interrogé auparavant, Jean-Christophe Mitterrand avait répondu : « Si cela était vrai, cela me gênerait effectivement. » En revanche, « l'ami de Jean-Pierre depuis 25 ans » n'est pas gêné par la collaboration au sein d'Adefi de son épouse, par ailleurs déléguée nationale du Parti socialiste pour les Français de l'étranger, Elisabeth Mitterrand. « Elle rédige, à la demande, des textes publicitaires », explique le fils du chef de l'Etat, précisant, à la question de savoir si Elisabeth Mitterrand est salariée d'Adefi, qu'il s'agit d'un travail rémunéré.

Jean-Christophe Mitterrand rejette catégoriquement toute accusation de « copinage » dans l'attribution des marchés à Adefi-International. C'est une « coïncidence », selon lui, si la société de Jean-Pierre Fleury n'a perçé qu'après son arrivée à l'Elysée et exclusivement auprès de chefs d'Etat avec lesquels il entretient des rapports particulièrement étroits. Jean-Christophe Mitterrand dément avoir emmené Jean-Pierre Fleury chez les présidents.

Cependant, le journal *Cameroon tribune* du 24 février 1988 livre, sous le titre « France-Cameroun : dialogue permanent », le compte-rendu suivant des entretiens avec le président Paul Biya : « Le chef de l'Etat a reçu lundi dernier, en fin de matinée, à la résidence de Sangmélina (son village natal, NDLR) en audience puis à déjeuner M. Jean-Christophe Mitterrand, conseiller du président de la République française pour les Affaires africaines. (...) Au déjeuner offert par le chef de l'Etat ont pris part, du côté français, MM. Kentzler Georges et Fleury. » Suivent, « pour la partie camerounaise », les noms des ministres, du directeur du cabinet et du préfet de la Région réunis autour de la table.

Le Togolais Georges Kentzler, également un « vieil ami » de Jean-Christophe Mitterrand depuis le temps où le fils du président français était correspondant de l'AFP à Lomé, est un homme d'affaires, ancien « patron des patrons » dans son pays. Associé de Jean-Pierre Fleury, il est l'actionnaire majoritaire au sein de la SARL Adefi-International. Il est aussi, depuis le 1^{er} septembre 1989, délégué général pour l'Afrique du négociant français Sucres et denrées (voir ci-après). Son patron, Serge Varsano, dit de Georges Kentzler, un parent éloigné du président Félix Houphouët-Boigny, qu'il est « chargé des relations avec les présidents en Afrique noire ».

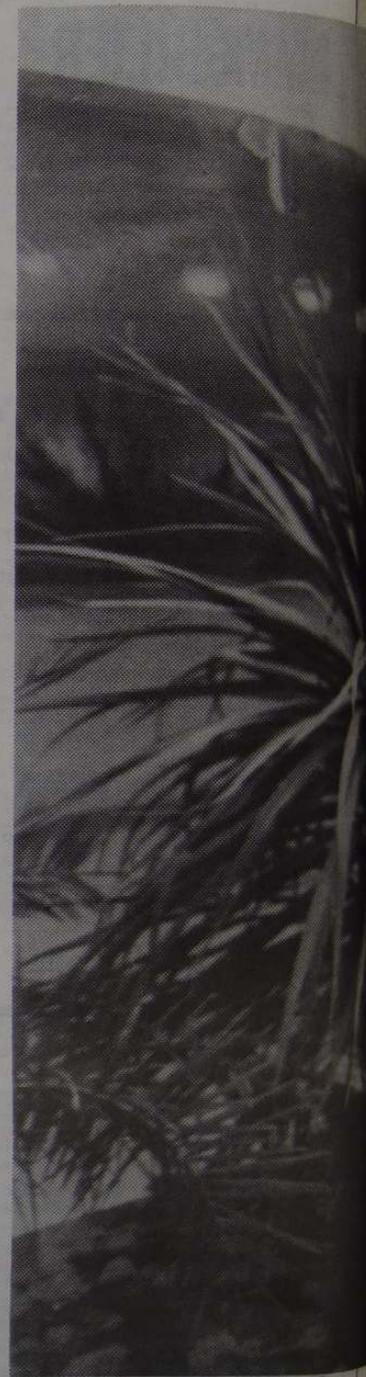
Plusieurs clients d'Adefi-International dénoncent aujourd'hui le comportement de Jean-Pierre Fleury. « Pour être bien avec l'Elysée, on a signé, en octobre dernier, avec l'ami du fils Mitterrand », explique un proche du président Houphouët-Boigny. Huit mois plus tard, le « Vieux » a de facto rompu avec Adefi-International. « Il n'y a jamais eu de contrat de signé », explique-t-on dans son entourage. « Nous avons simplement convenu de verser, pendant un an, 150 millions de francs CFA (3 millions de francs français, NDLR) par semestre. Mais on n'est pas prêts à renouveler l'expérience. On n'a jamais reçu la moindre facturation des services rendus. » Jean-Pierre Fleury confirme que la facturation se pratique « au forfait », ajoutant : « S'ils (les clients africains, NDLR) le souhaitent, ils peuvent toujours venir voir ma comptabilité. »

Selon les Ivoiriens, les services d'Adefi se chiffrent, pour le semestre allant d'octobre 1989 à avril 1990, à moins d'un million de francs : pour deux pages de publicité dans *Le Figaro* (560000 francs), les lettres mensuelles d'information, la revue de presse quotidienne et plusieurs billets d'avion pour des journalistes invités (entre autres Hervé Bourges et Yves Mourousi, venus interviewer le « Vieux » à Abidjan). Bénéfice net d'Adefi en six mois, selon la présidence ivoirienne : 2 millions de francs.

Sucres et denrées

— Sucden —

Géant français du négoce international, Sucden — 54 milliards de chiffres d'affaires en 1989, plus de 5000 employés dans une centaine de filiales à



Jean-Christophe

travers le monde — est dirigé depuis juin 1987 par son jeune PDG, Serge Varsano, fils du père fondateur Maurice Varsano, en son temps le « roi du sucre ». Le 11 novembre 1988, en achetant d'un seul coup 400000 tonnes de cacao ivoirien, Serge Varsano devient le « roi de la fève ». C'est le plus important contrat jamais conclu sur le marché du cacao. Il ne sera cependant rendu public que le 3 janvier 1990. Entre-temps, précisément le 23 décembre 1989, la France débloque, à l'intention de la Caistab ivoirienne (Caisse de stabilisation et de soutien des prix des produits agricoles), un prêt spécial de 400 millions de francs. Ces fonds publics bouclent une opération commerciale qui se solde par la « disparition » de 195 millions de francs.

Selon de nombreux témoignages concordants dans la haute administration française, au Trésor, à la Caisse centrale de coopération écono-

DE L'AFRIQUE SE POURSUIT, VIA LE FILS DU PRESIDENT

JEAN-CHRISTOPHE MITTERRAND

«Jean-Christophe»,
2 rue de l'Elysée

Journaliste de formation, correspondant de l'AFP sur le continent noir de 1975 à 1979, Jean-Christophe Mitterrand, quarante-quatre ans, est devenu en octobre 1986 le monsieur Afrique de la présidence de la République. Le fils aîné du chef de l'Etat est passé, en quelques années, du rôle d'observateur à celui d'acteur de la politique africaine de la France.

Dès le 3 août 1982, quinze mois après l'élection de François Mitterrand à l'Elysée, «Jean-Christophe» s'installe au 2, rue de l'Elysée, dans l'hôtel particulier de la «cellule africaine». Il n'est plus «à l'aise» au sein du service diplomatique de l'Agence France presse (AFP) depuis que son père façonne la politique étrangère de la France. «Il est venu à mon initiative», expliquait à l'époque Guy Penne, alors conseiller attitré aux affaires africaines et malgaches. Ami personnel du Président, ce professeur de chirurgie dentaire prend «Jean-Christophe» sous son aile: une présence qui renforce la «familiarité» des relations franco-africaines conférant, tout comme la franc-maçonnerie, une aura d'initié à la cellule africaine.

Documentaliste au départ (la droite a quitté le pouvoir en emportant les dossiers africains...), Jean-Christophe en devient membre de plein droit après le départ de Guy Penne, en octobre 1986, et l'arrivée à l'Elysée de Jean Audibert. Ce dernier, nommé conseiller diplomatique, avait été le directeur de cabinet de l'ancien ministre socialiste de la Coopération Jean-Pierre Cot. Le temps de la cohabitation, il sera chargé de «marquer» Jacques Foccart, revenu avec Jacques Chirac aux «affaires africaines» à Matignon. Cependant, au sein même de la cellule élyséenne, des conflits naissent entre Audibert, «vieux routier» des relations franco-africaines, et le fils du Président, moins expérimenté mais plus sollicité: très vite, les présidents africains interpréteront ses déplacements sur le continent comme le baromètre de leur cote à l'Elysée.

«Je suis un journaliste qui n'écrit plus que pour un seul lecteur», affirme Jean-Christophe Mitterrand en se référant à son père-Président. Le surnom «Papa-m'a-dit» qui lui a été collé dans les présidences africaines l'irrite toutefois profondément. Pour faire oublier le «monsieur Fils», Jean-Christophe Mitterrand se donne les moyens d'exister. Il fait appel, au départ, à ses proches, de vieux amis du Togo (du temps où il était en poste pour l'AFP), et, plus tard, à de nouvelles «connaissances». Aux dires mêmes de Jean-Christophe Mitterrand, celles-ci espèrent souvent, en invoquant leurs relations avec le fils du président français, faire avancer leurs «affaires africaines».

Mitterrand à La Baule. En août 1982 l'ancien correspondant de l'AFP au Togo prend ses quartiers à la «cellule africaine»

Les présidents africains ont très tôt interprété les déplacements de «monsieur Fils» sur le continent noir comme le baromètre de leur cote à l'Elysée.

mique (CCCE) et au ministère de la Coopération, le prêt spécial à la Côte d'Ivoire a été débloqué «à l'initiative de Jean-Christophe Mitterrand». Seul contre tous, il aurait défendu un projet qui, dans les faits, engageait l'Etat

français dans une opération triangulaire avec un autre Etat, la Côte d'Ivoire, et une société privée, Sucden. Le fils du président français dément formellement s'être engagé pour l'octroi du prêt ou, *a fortiori*, pour le projet commercial de Serge Varsano. Lors d'une réunion à Matignon, il aurait simplement fait remarquer qu'il valait peut-être mieux accorder le crédit à Félix Houphouët-Boigny en posant des conditions (reprise du dialogue avec le FMI, baisse du prix garanti aux producteurs ivoiriens de cacao, restructuration des «filiales» café et cacao en Côte d'Ivoire) «non pas comme préalables mais en conclusion». Autrement dit: qu'il valait mieux donner l'argent avant de poser des conditions, pour ménager la «susceptibilité» du chef de l'Etat ivoirien.

Selon Jean-Christophe Mitterrand, c'est de la bouche du président Houphouët-Boigny qu'il a appris le choix de Sucden comme partenaire exclusif

de la Côte d'Ivoire. «Peut-être Houphouët voulait-il faire plaisir à la France en choisissant Varsano. Je n'en sais rien, je ne suis pas dans sa tête. S'il a choisi Sucden, à la limite: tant mieux!», explique aujourd'hui le fils du président. En juillet 1988 à Abidjan, Houphouët-Boigny lui a demandé de «se faire expliquer l'opération de Sucden par Serge Varsano», également de passage dans la capitale ivoirienne. L'offre du négociant français, que Jean-Christophe Mitterrand affirme «ne pas avoir comprise dans tous ses détails techniques», portait sur l'achat de 400000 tonnes de cacao dont la moitié devait être stockée —aux frais de Sucden— pour «faire remonter les cours».

Artisan de la négociation du contrat aux côtés de Serge Varsano, Georges Kentzler dément «de la façon la plus catégorique» avoir servi de «passerelle» entre Sucden et l'Elysée. «J'ai eu mon poste de responsabilité à Sucden

grâce à mon efficacité et non pas grâce à mes contacts», affirme-t-il. Quant au député Jeanny Lorgeoux, à l'époque si présent au siège de Sucden sur les Champs-Élysées que plusieurs employés de la maison de négoce lui attribuaient un statut de «consultant», il nie «tout lien d'ordre contractuel ou simplement financier» avec la maison de négoce. Selon «l'ami de François Mitterrand depuis l'âge de 17 ans», il cherchait seulement «le dialogue» avec une société capable de «boucler, par des financements de compensation, des opérations triangulaires dans des pays sans cash». En tant que parlementaire, «faut-il s'en tenir à distance pour ne pas être soupçonné de corruption?», s'interroge-t-il, ajoutant: «Mais alors, où va la France?»

Le 23 décembre 1988, à la veille de Noël, le Conseil de surveillance de la caisse centrale (CCCE) est convoqué d'urgence, par téléphone, pour enté-

EN PASSANT PAR DES RESEAUX PRIVES, «JCM»

...

ner la décision que vient de prendre, à l'occasion du sommet France-Afrique à Casablanca, François Mitterrand. Paris débloque 400 millions de francs à la Caïstab ivoirienne « au titre de soutien aux filières agricoles ». Aussitôt, la Côte d'Ivoire vire un montant identique sur un compte Trustee dans le paradis fiscal de Jersey. Formellement, le lien entre les deux virements ne peut être établi. Géré depuis Londres par la BNP, le compte à Jersey couvre, sur présentation de factures par Sucden, les frais de stockage du cacao « immobilisé » dans les entrepôts d'Amsterdam. En janvier 1990, la Caïstab ivoirienne établit un calcul selon lequel les frais de stockage n'auraient pas dû excéder 235 millions de francs. Or, le reste — 165 millions plus les intérêts bancaires de l'ordre de 30 millions de francs — n'a jamais été recouvré par la Côte d'Ivoire. Où est passé l'argent ?

Jean-Pierre Fleury, relais des présidences africaines

Avec sa Jaguar bleue aux fauteuils blancs, ses chaussettes extravagantes, son rêve de faire d'Adefi-International la « première boîte de relations publiques dans le monde » et son projet de consigner « sa » recette publicitaire dans un livre à succès retentissant, Jean-Pierre Fleury est un homme voyant.

Avant d'être prié d'observer une plus grande discrétion, il lui arrivait d'appeler plusieurs fois par jour « Jean-Christophe » à l'Élysée. Pas toujours pour des affaires de haute importance. Lorsque, à la veille du récent sommet franco-africain de La Baule, il tentait vainement de faire signer une « lettre ouverte » à dix-huit chefs d'Etat africains, il s'est fait expliquer les titres des de la « cellule africaine »...

Sorti de l'École supérieure de commerce de Paris, Jean-Pierre Fleury a créé, dès 1972, Adefi-Communication. Une douzaine d'autres « créations » ont suivi : Haute Tension 1, Charisme, Corporate Movies, Dolce Vita, Malibu, Images pressées, Variety Channel... Une profusion d'imagination.

Cependant, aujourd'hui, le holding de Jean-Pierre Fleury est en pleine restructuration. Images pressées, de l'ancien associé Nick Newton Dunn, s'est mise à son compte, et d'autres sociétés comme Charisme, Isomorphe et Variety Channel ont cessé leurs activités.

Reste le fleuron : Adefi-International. Après une ascension irrésistible, plusieurs clients s'en détournent aujourd'hui : les Togolais, en retard de paiement depuis janvier dernier, font la sourde oreille aux appels de Jean-Pierre Fleury.

Quant aux Ivoiriens, ils s'affirment « en rupture totale ». Le patron d'Adefi parle, lui, d'une « décision commune de suspendre, pour le moment, toute activité ».

L'affaire des « Mistral »

C'est une des affaires les plus sensibles traitées par Jean-Christophe Mitterrand depuis sa prise de fonction à la tête de la « cellule africaine ». Fin 1988, la firme Matra reçoit une commande du Congo pour l'achat de 50 Mistral. Ces missiles sol-air du type « tire-et-oublie », d'une valeur d'un million de francs la pièce, constituent ce qu'il y a de plus sophistiqué sur le marché. A l'époque, même l'armée française n'en est pas équipée. Le 8 mars 1989, quelques heures après la publication d'un article par *l'Evenement du jeudi*, un communiqué de l'Élysée annonce que, « alerté par M. Jean-Christophe Mitterrand sur les conditions dans lesquelles avait été signé un contrat pour la fourniture de missiles Mistral à la République populaire du Congo », le chef de l'Etat a demandé au Premier ministre de stopper la transaction. Elle avait été enclenchée par une commande portant la « fausse signature » du chef de la sécurité congolaise, le colonel Emmanuel N'Gouelondélé.

« Exporter des Mistral au Congo, c'est aussi absurde que de livrer des porte-avions au Burkina Faso », un pays enclavé au cœur du Sahel, affirme aujourd'hui Jean-Christophe Mitterrand. Aussi, la DGPSD (l'ex-sécurité militaire) et le Blipta (Bureau de liaison pour la répression du trafic d'armes) alertent-ils, début décembre 1988, l'Élysée sur ce « faux contrat ».

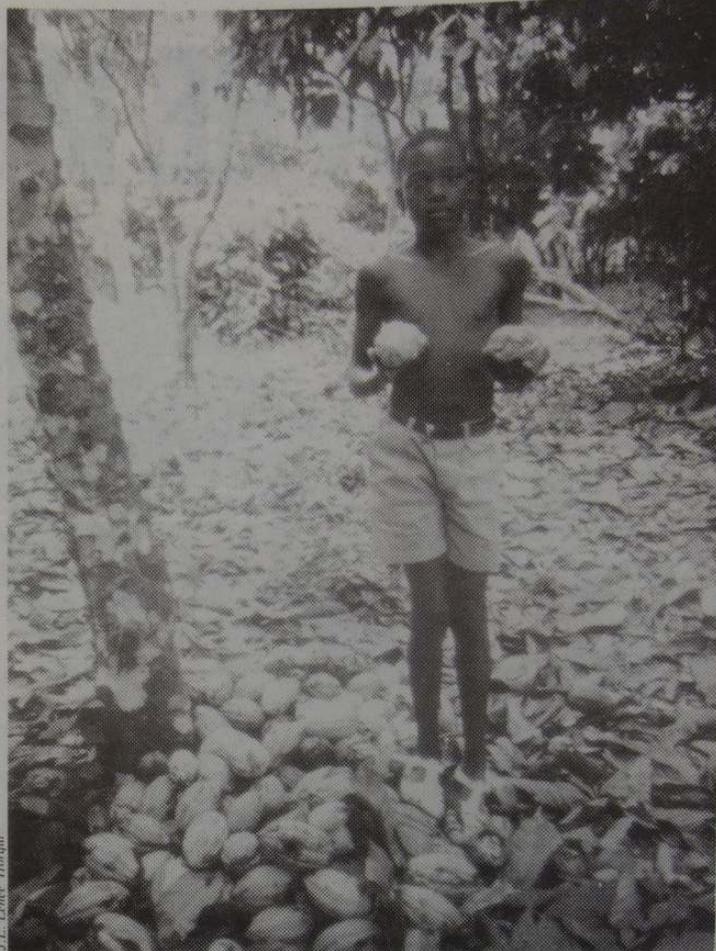
Mais le 17 décembre, l'autorisation de la Commission interministérielle pour les exportations de matériel de guerre (CIEMG) est accordée. La veille de Noël, le ministre de la Défense refuse cependant l'ultime signature : l'AEMG (l'autorisation d'exporter du matériel de guerre). L'enquête « approfondie », annoncée par l'Élysée il y a plus d'un an, n'a abouti qu'à l'inculpation d'un intermédiaire, VRP en matière d'armement sur le continent africain : Thierry Miallier.

Qui a commandé, et pour quel pays destinataire, les 50 Mistral ? A la seconde partie de la question, une réponse définitive peut aujourd'hui être apportée. Des sources sud-africaines reconnaissent qu'il s'agissait d'une « opération de ré-exportation » destinée à l'Afrique du Sud. Qui, en utilisant l'écran congolais, a servi d'intermédiaire ? Introduit à la présidence congolaise, Thierry Miallier était également en relation, à Paris, avec une société privée de sécurité, Arc International Consultants. Celle-ci regroupe d'anciens responsables de la DGSE (le service d'espionnage). Selon plusieurs sources, Arc aurait « repris » ce contrat « initié par Pierre Lethier ». Ce dernier, en rachetant en septembre dernier le mensuel *Africa International*, s'est associé à Jean-Yves Ollivier.

Officier de la DGSE jusqu'en 1984, l'ancien aide de camp de Pierre Marion est, depuis son départ des services secrets, « consultant hors contrat » de Matra. Court-circuité par Arc International et Miallier, il aurait « vendu la mèche », selon une source à Matra.

« Pour ouvrir le parachute », le fabricant d'armes a organisé lui-même la « fuite » dans *l'Evenement du jeudi*.

S'agit-il d'une manipulation pour compromettre Jean-Christophe Mit-



Récolte du cacao en Côte d'Ivoire. « Si Houphouët a choisi Sucden, à la limite : tant mieux », explique le fils Mitterrand.

terrand ? Des sources a priori bien placées prétendent qu'il aurait « couvert » le dossier Mistral. Le colonel de gendarmerie Jean-Louis Esquivier, numéro deux de la « cellule anti-terroriste et de sécurité » à l'Élysée, serait intervenu pour obtenir le feu vert des militaires. Puis, après l'article dans *l'Evenement du jeudi*, il aurait servi de « fusible ». Si, quelques semaines plus tard, il a effectivement quitté l'Élysée pour prendre le commandement du groupement de gendarmerie de la préfecture de Créteil, le colonel Esquivier, un spécialiste des affaires moyen-orientales et nord-africaines, dément formellement s'être occupé du dossier Mistral. Il parle de « manipulation » par une faction de la DGSE. De son côté, Jean-Christophe Mitterrand, qui affirme ne pas connaître Jean-Louis Esquivier, parle d'une « machination » contre lui. « Ça a failli me pêter à la figure », dit-il.

Jeanny Lorgeoux, un « ami de longue date »

Député-maire socialiste de Romorantin (Loir-et-Cher), Jeanny Lorgeoux, un « vrai fils d'ouvrier », est devenu en quelques années l'un des principaux ténors des relations franco-africaines. Une vocation africaine confortée par la présence à l'Élysée de Jean-Christophe Mitterrand, son « meilleur ami ». Mais c'est le père que Jeanny Lorgeoux a connu le premier, dès l'âge de dix-sept ans, en côtoyant François Mitterrand au sein de la Convention des institutions républicaines.

Invité personnel du Président dans ses premiers voyages sur le continent noir, en 1982 et 1983, l'homme aux cheveux mi-longs qui intriguait tant

Epilogue : dès le 21 avril 1989, les Sud-Africains reviennent à la charge. Dans une chambre d'hôtel proche de la tour Eiffel, la Direction de la surveillance du territoire (DST), le contre-espionnage français, surprend trois Britanniques d'Irlande du Nord et un fonctionnaire de l'ambassade sud-africaine, Daniel Storm, en flagrant délit de trafic d'armes. L'objet de la transaction interrompue : des pièces électroniques servant au système de propulsion du missile sol-air Blowpipe (sarbacane), la version britannique du Mistral. Trois « diplomates » sud-africains sont alors expulsés de France. Parmi eux, le premier secrétaire Louis Steyn, un agent du National Intelligence Service (NIS) sud-africain. Jusqu'à son expulsion, il a été régulièrement en contact avec Jean-Yves Ollivier, le principal « relais » de Jean-Christophe Mitterrand en Afrique australe.

les journalistes se disait alors « avocat d'affaires ». En fait, il était en train de passer de l'édition (directeur au groupe Hachette) à l'import-export (directeur international des Charbonnages de France). Administrateur de CDF-Chimie de 1984 à 1986 en même temps que Jean-Yves Ollivier, Jeanny Lorgeoux a été élu député socialiste du Loir-et-Cher le 12 juin 1988. A Romorantin, sa ville, il a fait construire une vaste salle des fêtes en forme de pyramide, baptisée François-1^{er}. Coût global : 30 millions de francs.

Le député-maire s'engage *Pour l'Afrique* (tel est le titre d'une vibrante profession de foi publiée en février

La filière Jean-Yves Ollivier

Depuis fin 1988, le rapprochement entre la France socialiste et l'Afrique du Sud, le « pays de l'apartheid » (qui l'est moins aujourd'hui), s'est opéré grâce à l'entremise de Jean-Yves Ollivier. A la tête d'un important réseau relationnel sur le continent africain (Afrique du Sud, Mozambique, Angola, Congo et, dans une moindre mesure, en Côte d'Ivoire), l'homme des contacts secrets du RPR en Afrique était, selon des sources diplomatiques américaines, « l'intendant français » des négociations quadripartites (Afrique du Sud, Angola, Cuba, USA) sur la paix en Angola et l'accession à l'indépendance de la Namibie. Or, au milieu du gué, les élections législatives en France ont mis fin à la cohabitation.

Accompagné de Fernand Wibaux, ancien ambassadeur de France et nouveau « Monsieur Afrique » de Jacques Chirac, Jean-Yves Ollivier prend alors contact avec la « cellule africaine » de l'Élysée. Le courant passe entre lui et Jean-Christophe Mitterrand. A l'automne 1988, Leo « Rusty » Evans, le bras droit du ministre sud-africain des Affaires étrangères « Pik » Botha, vient deux fois à Paris pour rencontrer Jean-Christophe Mitterrand. Ces rendez-vous ont été arrangés par Jean-Yves Ollivier. « C'est un homme actif en Afrique australe que je vois travailler », s'explique Jean-Christophe Mitterrand. Il récuse le terme de « diplomatie parallèle ». Jean-Yves Ollivier n'est, selon lui, qu'un « messenger de certains chefs d'Etat, leur facteur si vous voulez ».

A la fin de l'année dernière, l'ambassadeur sud-africain à Paris, Hendrik Geldenhuys, lui-même ami personnel de « Pik » Botha, n'en a pas moins pris ombrage de l'incontournable Jean-Yves Ollivier. Se sentant, lui aussi, réduit au rang d'un simple « facteur » dans l'échange triangulaire des messages entre Pretoria, Jean-Yves Ollivier et Jean-Christophe Mitterrand, il fait savoir qu'il n'a « pas besoin d'intermédiaire ». Cependant, en mai dernier, à l'occasion de la visite de Frederik De Klerk à Paris, Jean-Yves Ollivier organise le dîner « Chez Laurent » auquel assiste, outre le ministre du commerce extérieur Jean-Marie Rausch, Jean-Christophe Mitterrand. C'est également Jean-Yves Ollivier qui a accompagné Frederik De Klerk à l'occasion de son entrevue avec Jacques Chirac.

dernier sous forme de tribune libre). Membre de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, Jeanny Lorgeoux conduit des missions en Afrique noire et copréside le comité directeur du Fonds d'aide et de coopération (FAC) : l'organisme qui approuve les subventions à l'Afrique sub-saharienne. Très présent dans les milieux d'affaires, il s'est fait l'avocat des groupes Alstom et Accor lors d'un déjeuner patronal organisé le 18 octobre 1989 en l'honneur du président zairois Mobutu. Une première dans les milieux d'affaires, qui voit rarement des parlementaires participer à leurs réunions et encore moins prendre la parole pour défendre leurs intérêts à l'étranger.

A PRIS LE RISQUE DE SE FAIRE MANIPULER A SON INSU

« Pour ce qui est de l'Afrique, la politique de la France est au-dessus des contingences partisans », affirme Jeanny Lorgeoux en expliquant sa « relation amicale » avec Jean-Yves Ollivier. Le député socialiste dément cependant que Jean-Yves Ollivier ait organisé son voyage en Afrique du Sud, au lendemain de l'annonce, le 2 février, de la libération de Nelson Mandela par Frederik De Klerk. « Je suis parti à la demande de Jean-Christophe Mitterrand et avec l'accord du président de la République », affirme-t-il.

Le fils du chef de l'Etat ne dit pas exactement la même chose. Selon lui, Jeanny Lorgeoux l'aurait simplement « informé » de son projet de voyage. « Je n'avais pas à intervenir, c'était l'affaire du Parti socialiste », explique Jean-Christophe Mitterrand. Choqué par une déclaration favorable à la levée des sanctions contre l'Afrique du Sud, le bureau exécutif du PS a adressé un blâme à Jeanny Lorgeoux.

Selon des sources sud-africaines, Jean-Yves Ollivier a joué le rôle d'« honnête courtier » dans l'organisation du premier déplacement d'un parlementaire français en Afrique du Sud. Les termes du marché : si Jeanny Lorgeoux, « un proche des Mitterrand », était reçu dans les 48 heures par le président sud-africain, il ferait une « déclaration d'ouverture » au sujet des sanctions. Jeanny Lorgeoux s'est effectivement entretenu au Cap avec

Frederik De Klerk. Dans nos colonnes puis, de retour à Paris, dans celles du mensuel *Africa International* de Jean-Yves Ollivier, il s'est déclaré « partisan de la levée des sanctions, partiellement peut-être dans un premier temps, pour épouser le rythme des négociations ».

La « crise aux Comores »

L'archipel de l'océan Indien a longtemps été co-géré depuis Paris et Prétoria par garde présidentielle interposée. Son chef, Bob Denard, est l'archétype du mercenaire français impliqué dans tous les « mauvais coups », du Congo belge au Bénin en passant par le Biafra. A partir de 1988, en plein accord avec le président comorien Ahmed Abdallah, la France et l'Afrique du Sud échafaudent des plans pour se débarrasser de l'encombrant « chien de guerre ». En décembre 1988, Abdallah contacte à Paris le capitaine Paul Barril, co-fondateur du GIGN avec le commandant Prouteau, pour assurer sa sécurité. Le projet n'aboutit pas.

A la mi-novembre 1989, le président comorien envoie à Paris son confident, le D^r Mtara Maecha, et le ministre des Affaires étrangères, Saïd Kafé. Ils remettent un message officiel à François Mitterrand, attendu en visite officielle sur l'archipel. Le chef de l'Etat français répugne à l'idée de serrer la main à « l'affreux » Bob Denard. Raison de plus d'accéder à la demande du président Abdallah qui souhaite que la France assure l'enca-

drement de son armée et le débarrasse des mercenaires. Paris reprend alors contact avec Prétoria. En compagnie de Neil van Heerden, le directeur du ministère sud-africain des Affaires étrangères, le général « Witkop » Badenhorst, de la sécurité militaire (MI), se rend à Moroni. En les accompagnant à l'aéroport, Bob Denard accuse réception du message transmis. « Je sais que mon temps ici est fini, mais je ne quitterai pas comme un chien », leur dit-il.

A Paris, Jean-Yves Ollivier joue à nouveau le rôle d'intermédiaire. C'est à son domicile, lors d'un repas à trois, que Jean-Christophe Mitterrand rencontre le président Abdallah. « J'aurais dû refuser, c'était à la limite un piège », dit aujourd'hui le fils du chef de l'Etat tout en réaffirmant que « Jean-Yves Ollivier n'a jamais agi en mon nom ». La précision est importante. Car, l'associé de Jean-Yves Ollivier, Pierre Lethier, est un proche de l'officier traitant — un colonel de la DGSE — de Bob Denard. Or, le 24 novembre dernier, Jean-Yves Ollivier a partagé, à Paris, un petit-déjeuner avec Neil van Heerden et une « personnalité comorienne », proche du futur président Saïd Mohamed Djohar. La décision d'évincer Bob Denard est alors définitivement entérinée. 48 heures plus tard, le 26 novembre 1989, le président Abdallah est assassiné dans son palais de Moroni au terme d'une explication orageuse avec ses mercenaires et leur chef Bob Denard.

Que reste-il au bout du réseau ? Une gestion parallèle de l'Afrique qui se poursuit, sans rupture, après « l'alternance » en 1981. Depuis l'arrivée de Jean-Christophe Mitterrand à l'Elysée, les relations franco-africaines sont devenues plus « familiales » que jamais. Son « ami d'enfance », employeur de son épouse en association avec le « Monsieur Afrique » du plus grand négociant français, soigne l'image des principaux partenaires de la France sur le continent noir ; il leur envoie aussi, sur cassettes-vidéo,

l'identité de leurs opposants à Paris. L'appel à des « réseaux » extérieurs, comme celui de Jean-Yves Ollivier, comporte également des risques auxquels il paraît difficile d'échapper. Jean-Christophe Mitterrand s'expose au danger du « manipulateur manipulé ». L'affaire des Mistral le montre, tout autant que la gestion oblique de la crise comorienne. Qui dit, après tout, qu'il ne serait pas temps de traiter le Togo à l'égal de l'Autriche ?

Stephen SMITH
Antoine GLASER

Jean-Yves Ollivier, un proche du RPR

Cosmopolite aux goûts raffinés, collectionneur d'art et, en particulier, de céramiques japonaises, Jean-Yves Ollivier est un homme d'une distinction soignée. Aussi, ce proche du RPR né en Algérie ne fait-il pas partie des « réseaux » de Jean-Christophe Mitterrand. Sans s'offusquer du terme qui déplaît tant au fils du Président, il aime cependant à souligner que « son » réseau existait « avant et indépendamment de la présence de Jean-Christophe à l'Elysée »...

Le rôle clé joué par Jean-Yves Ollivier dans le dénouement de l'« affaire Albertini » l'atteste d'ailleurs. En pleine période de cohabitation, le coopérant français Pierre-André Albertini est emprisonné en Afrique du Sud pour « collaboration avec l'ANC ». En quelques sauts de puce entre le Mozambique et l'Angola en passant

par l'Afrique du Sud, Jean-Yves Ollivier négocie un vaste échange de prisonniers sud-africains, cubains et angolais. Libéré, Pierre-André Albertini rentre en France. L'Elysée, court-circuité par un « VRP multicarte de haute volée », n'apprécie pas le procédé et le fait savoir.

Pour la première fois, le nom de Jean-Yves Ollivier apparaît alors dans la presse. Mais l'homme, d'une discrétion presque maniaque, ne s'explique pas sur ses « relations » en Afrique australe. Il ne réagit pas non plus lorsque le *Canard enchaîné* le lie à l'importation frauduleuse de charbon sud-africain. Mais en septembre dernier, Jean-Yves Ollivier rachète le mensuel *Africa international*. Ce qui, inévitablement, le met en contact avec des journalistes...